

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

À la lumière des discussions sur l'environnement global, selon une perspective de plus long terme qui n'exclut pas les interventions de court terme, à l'occasion de crises comme celle du Burundi, il ressort que les thèmes des tables de discussions proposées par le Canada devraient refléter cette dualité court/long terme, ainsi que la perspective générale de la démarche de la rencontre, et cibler des thèmes de discussions qui s'articulent autour des principes et grands axes suivants:

### A. Une Francophonie élargie.

Comme à la rencontre d'Ottawa de septembre 1995, le Canada devrait inviter des non-francophones aux tables rondes afin de mettre en valeur des expériences comparatives et d'éviter de perpétuer des divisions artificielles.

### B. La dette, l'accélération du processus de sa réduction étant garante de la création de conditions plus propices à la relance économique.

### C. La réforme ou la restructuration de l'État, en particulier le rôle redistributif.

Les thèmes suivants sont proposés: 1• l'expérience des privatisations en Afrique et, de façon plus générale, les rapports entre le secteur public et le secteur privé dans les stratégies de relance économique; 2• le rôle de l'État dans les stratégies de relance et de positionnement international; 3• le rôle de l'État et les conditions nécessaires aux stratégies d'industrialisation. Une approche comparative des expériences de privatisation en Afrique et ailleurs (Asie, par exemple) pourrait s'avérer fructueuse.

### D. La participation de représentants asiatiques ou d'experts familiers avec ces expériences aux tables rondes.

Ceci permettrait de tirer des enseignements en ce qui concerne la place de l'État et des politiques développementales davantage proactives dans les expériences d'industrialisation asiatiques.

### E. Les droits sociaux et économiques et le rôle de la société civile (associations féminines, syndicats et ONG nationales), éléments fondamentaux d'une stratégie de prévention à long terme.

Plusieurs ONG de la région montréalaise ont acquis une expertise importante en cette matière.